



La Soupe au caillou

Par l'équipe du Collectif

Numéro 323

8 avril 2010

Que le début!



Le 1^{er} avril, une grande manifestation a défilé du centre-ville au quartier des affaires de Montréal. Elle était appelée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. On attendait trois mille personnes, on en a vu dix mille de plus. Car le budget du Québec, dévoilé deux jours plus tôt par le ministre Bachand, a soulevé l'indignation de milliers de citoyenNES qui ont pris la rue avec la Coalition pour dire leur colère.

Marchant sous le thème « La richesse existe, prenons-la où elle est! », les manifestantEs ont fait étape en ces lieux symboliques de richesse que sont Hydro-Québec, la Banque Nationale, la Banque Royale et Québécor pour finir devant le Centre de commerce mondial. « Nous ne paierons pas pour leur crise », voyait-on sur des pancartes. Il y avait beaucoup d'énergie dans cette foule. Plusieurs avaient ressenti comme un coup de massue le budget

qui venait confirmer les pires appréhensions sur les tarifs, qu'ils s'appellent contribution santé, frais de scolarité ou tarifs d'électricité. Il y avait de quoi être découragéEs et en colère. Mais jeudi, ce sentiment d'impuissance s'est transformé en enthousiasme du fait de se retrouver si nombreux, de sentir notre force collective et notre détermination à poursuivre le travail citoyen.

Le 1er avril, ce n'était que le début !

Budgets du Québec et du Canada..... page 2
DéputéEs, faites vos devoirs! Tout le Québec vous surveille..... page 3

Québec a-t-il abandonné la lutte à la pauvreté?

Dès leur arrivée au pouvoir en 2003, les libéraux de Jean Charest caressaient l'idée d'une « réingénierie » de l'État québécois. Exactement 7 ans après et malgré les protestations populaires, le budget du Québec déposé la semaine dernière met en place sa réalisation. Sachant bien que cette « révolution culturelle », nouvelle formule consacrée pour masquer l'idée de « réingénierie », rencontrerait toujours autant de résistance, ils ont programmé d'avance son application, avec des compressions

jusqu'en 2013-2014 et des hausses de tarifs, comme ceux d'électricité, jusqu'en 2018. La levée de boucliers a été instantanée, en raison des conséquences négatives qu'aura ce budget sur les conditions de vie des personnes et le fonctionnement de la société québécoise. Le peu d'efforts déployés dans la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale en est une démonstration. Voici la première réaction du Collectif à ce budget, un communiqué de presse émis le 30 mars. D'autres analyses plus détaillées suivront.

Québec, 30 mars 2010 — Le gouvernement du Québec a-t-il abandonné la lutte à la pauvreté? C'est la question qui se pose après la lecture du budget 2010-2011 du ministre des Finances, Raymond Bachand. Un budget qui veut « libérer les ambitions » à long terme, mais qui ne réussit qu'à maintenir les personnes en situation de pauvreté dans une situation désastreuse, selon le Collectif pour un Québec sans pauvreté.

En effet, ce budget est précurseur du prochain plan d'action gouvernemental de lutte à la pauvreté et à l'exclusion qui doit être incessamment déposé par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad.

On était en droit de s'attendre à des annonces significatives. Ce n'est pas le cas.

« Comme si le premier plan d'action gouvernemental avait été une réussite magistrale, le gouvernement le reconduit pour les cinq prochaines années. Or, s'il a amélioré la situation des familles, il a laissé les personnes seules dans une situation inacceptable », a indiqué Robin Couture, porte-parole du Collectif. Ce ne sont pas les 155 M\$ supplémentaires sur 5 ans en crédit d'impôt pour pallier l'augmentation de la TVQ qui y changeront grand-chose. Ni le ralentissement de la construction de logements sociaux. Les nouveaux investissements de ce deuxième plan de lutte ne sont que... cirage superficiel sur de vieilles chaussures.

Les silences sont significatifs. Le gouvernement a l'obligation de fixer des cibles de revenus pour améliorer les revenus des personnes en situation de pauvreté. Il n'en dit rien. Il a l'obligation de faire du Québec d'ici 2013 une des sociétés industrialisées où il y a le moins de pauvreté. Ce plan sur 5 ans n'en dit rien. Il a consulté des centaines d'intervenants de juin à septembre dernier pour renouveler le plan de lutte à la pauvreté. Il ne dit rien de leurs recommandations. Son Comité consultatif lui a fourni des avis très clairs sur les matières du plan. Silence.

Le ministre Hamad apportera-t-il des réponses lors du dépôt du prochain plan d'action gouvernemental?



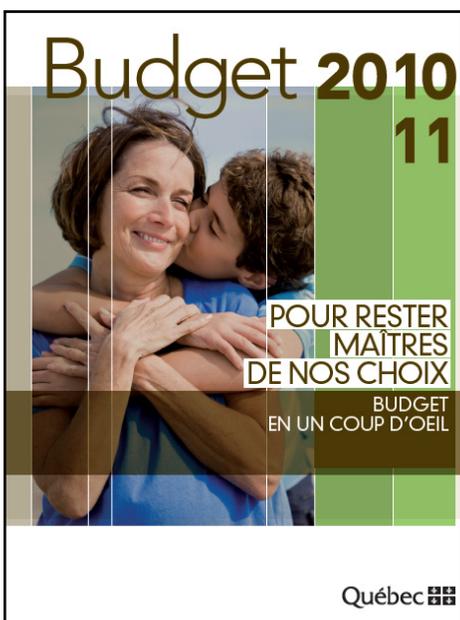
Budget du Canada 2010-2011

Des ressemblances troublantes

Le 4 mars dernier, le gouvernement fédéral déposait son budget 2010-2011 et, malheureusement, il ne restera pas gravé dans les mémoires pour ses avancées sociales. En fait, il présente des similitudes frappantes avec celui du Québec.

Le ministre des Finances, Jim Flaherty, estime à 280,5 milliards (G) de dollars les dépenses alors qu'il ne prévoit que 231 G\$ en revenus. Ça signifie que le gouvernement du Canada devrait être déficitaire de 49 G\$ au courant de la prochaine année. Malgré cette situation financière difficile, le gouvernement conservateur n'a en aucun temps remis en question les baisses d'impôt de 3,2 G\$ accordées aux particuliers l'an passé et qui entrent en vigueur cette année. En fait, depuis 2007, il a consenti pour plus de 25 G\$ en baisses d'impôt, en plus d'amputer de 2 % la taxe sur les produits et services (TPS). Cette politique fiscale agressive a surtout profité aux Canadiennes les plus riches. Le ministre des Finances est donc largement responsable du déficit de son gouvernement; ce dernier s'est lui-même mis dans le trou!

Les Canadiennes les plus pauvres ne bénéficieront de pratiquement rien de l'exercice budgétaire annuel: on parle de miettes. Entre autres, aucun nouvel investissement n'est prévu pour le logement social, au-delà des sommes déjà annoncées l'an dernier. De plus, la solution que le gouvernement privilégie pour revenir à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans est connue: des compressions d'au moins 8 G\$ annuellement. Si on ignore toujours où ces coupes budgétaires seront faites, il est certain qu'elles auront des impacts négatifs pour beaucoup de citoyennes, dont les plus pauvres.



Tout le Québec vous surveille!

Afin de réitérer une dernière fois les grandes revendications et les mesures urgentes à mettre en œuvre dans le deuxième plan d'action gouvernemental avant sa sortie, prévue pour ce printemps, le Collectif et des organisations alliées se sont rendus, le 22 mars dernier, aux bureaux de quatre ministres ayant une responsabilité particulièrement importante dans les décisions concernant la lutte à la pauvreté

Trop de bonnes raisons!

Le scénario prévu au départ était le suivant : pendant que des personnes manifestent devant les bureaux, une délégation de deux ou trois personnes rencontre le ou la ministre pour lui remettre le document *Éliminer la pauvreté. Trop de bonnes raisons... pour ne pas le faire*. Ce document, disponible sur le site du Collectif, donne à voir une grande convergence de voix quant à l'importance de mettre la lutte à la pauvreté au premier plan des priorités politiques. Or, voilà : les ministres n'étaient pas à leur bureau respectif ce jour-là. Les délégations ont donc plutôt remis le document à leur attachéE politique.

Montréal, Québec et Sherbrooke en simultanée

À Montréal, les militantEs ont rendu visite à deux cabinets. D'abord, celui de Lise Thériault (Services sociaux), puis celui de Raymond Bachand (Finances). Dans l'intervalle, des camarades se sont ajoutés au contingent, de sorte qu'ils étaient environ 80 devant les bureaux du ministre Bachand.

À Québec, environ 25 personnes ont pris part à l'action dans le hall d'entrée de l'édifice gouvernemental où est situé le cabinet du ministre Sam Hamad (Emploi et Solidarité sociale). Si l'action a semblé déranger certainEs

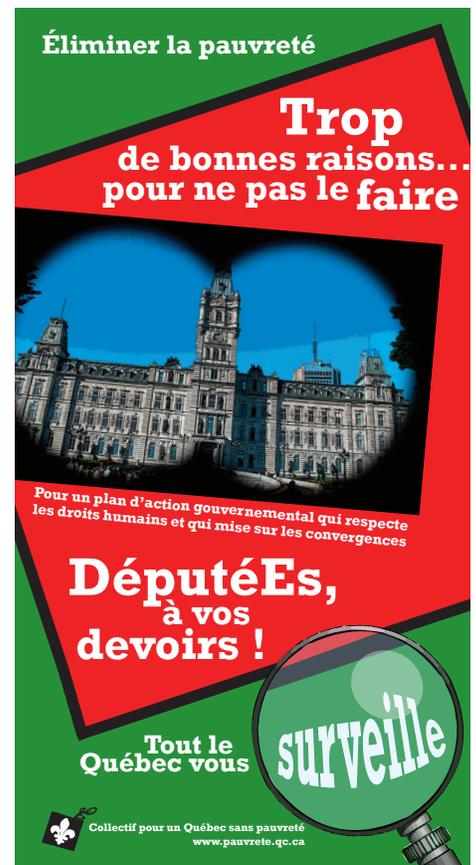


fonctionnaires, d'autres se sont montrés solidaires des mesures réclamées par les manifestantEs.

À Sherbrooke, une trentaine de manifestantEs ont envoyé la délégation de trois personnes remettre le document à l'attachée politique du premier ministre Jean Charest. Celle-ci a donné l'impression de remplir une pénible obligation. Rien à dire. Heureusement que dehors, les médias étaient au rendez-vous.

À touTEs les parlementaires

Dans les jours suivants cette action, le document *Trop de bonnes raisons...* a été remis à l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale, soit par la poste, soit à l'occasion du passage d'une organisation régionale à leur bureau de circonscription. Après cette action et le dépôt du budget du Québec menaçant l'atteinte de l'égalité, une chose est encore plus vraie aujourd'hui: oui, députés, c'est vraiment tout le Québec qui vous surveille! 🌱



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165, de Carillon, local 309, Québec (QC), G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca